

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2020-27
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
DANS L'AGGLOMÉRATION DE GRAYE-SUR-MER

Le Maire de Graye-sur-Mer

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivant , R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;
Vu le manuel du chef de chantier sur la signalisation temporaire ;
Vu la demande de la société GAGNERAUD, sise 9 rue André Ampère à Mondeville (14120) en date du 9 octobre 2020 ;
CONSIDÉRANT que pour permettre l'exécution *de travaux d'extension de l'éclairage public* et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La circulation sera temporairement réglementée sur la Voie dénommée **route de Sainte Croix (VC1)** dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable du **19 au 30 octobre 2020.**

ARTICLE 2 :

La circulation de tous les véhicules sera interdite route de Saint Croix (VC1) sauf riverains.

Une déviation sera mise en place par la rue de la Démêlée

ARTICLE 3 :

Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier :

Interdiction de stationner

ARTICLE 4 :

La signalisation au droit et aux abords du chantier, ainsi que la signalisation de déviation, seront mises en place, maintenues en permanence en bon état, adaptées pendant les interruptions et enlevées à la fin des travaux par la société GAGNERAUD chargée du chantier.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur à chaque extrémité du chantier ainsi que sur les panneaux d'informations municipales dans la commune de Graye-sur-Mer.

ARTICLE 7 :

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen – 3 rue Arthur Leduc – 14000 Caen Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 8 :

Monsieur le Maire de la commune de Graye-sur-Mer,
Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Courseulles-sur-Mer
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Graye-sur-Mer, le 15 octobre 2020

Le Maire
Pascal THIBERGE

